



Cliquer pour
agrandir
4,5 €

Fécondité et incitations financières (n.2875)

Problèmes économiques
La Documentation française

Problèmes économiques

N° 2.875

11 mai 2005

DOSSIER : FECONDITE ET INCITATIONS FINANCIERES

Conciliation entre vies professionnelle et familiale et renoncement à l'enfant

Revue de l'OFCE

Gilbert Cette, Nicolas Dromel et Dominique Méda

La question du lien entre fécondité et taux d'activité des femmes, qui a déjà suscité de nombreuses études, est analysée ici à partir des réponses à une enquête IPSOS-Chronopost de 2003. Les résultats sont les suivants : les personnes qui renoncent le plus fréquemment à avoir un enfant sont les jeunes, les femmes (sans doute parce que ce sont elles qui doivent assumer la plus grande part des tâches familiales) et les salariés sans enfants. Par ailleurs, il ressort que plus la catégorie socioprofessionnelle est élevée, plus les salariés se déclarent concernés par des problèmes organisationnels ou logistiques. Mais en même temps, la contrainte financière joue un rôle important, car plus le revenu est important, moins les salariés renoncent à avoir un enfant.

Les coûts d'opportunité des enfants : une comparaison Japon- France

Innovations - Cahiers d'économie de l'innovation

Anne Bustreel, Tomo Nishimura

En matière de fécondité et de taux d'activité des femmes, tout oppose le Japon et la France. Le Japon se caractérise par de faibles taux de fécondité et d'activité professionnelle des mères, tandis qu'en France, ces deux chiffres sont élevés. Les auteurs tentent d'expliquer ce décalage en s'appuyant sur un travail économétrique qui mesure le coût d'opportunité d'un enfant. Il ressort qu'une Française ayant un enfant doit renoncer à 2 % de ses revenus salariaux, tandis que le revenu d'une Japonaise est amputé de 72 % ! Une division des tâches nettement plus rigide au sein des ménages japonais explique, entre autres facteurs, cette situation.

Incitations financières et ménages avec enfants : une comparaison européenne

CESifo DICE Report

Rüdiger Parsche et Rigmar Osterkamp

Les instruments financiers occupent une fonction centrale dans les politiques familiales. Traditionnellement, deux instruments sont utilisés : les allocations familiales d'un côté et les exonérations et déductions fiscales de l'autre. Les auteurs présentent un panorama des dispositifs en Europe. La France se distingue surtout par l'originalité de sa politique en la matière car elle est le seul pays à pratiquer un système de quotient familial. Généralement, on accorde un forfait déductible du revenu imposable. En ce qui concerne le niveau absolu du soutien, il s'avère que l'Allemagne - malgré son faible taux de natalité - dispose du système le plus généreux financièrement.

Le quotient familial a-t-il stimulé la natalité française ?

Economie publique

Camille Landais

En France, l'impôt sur le revenu - grâce au système du quotient familial - joue un rôle déterminant dans la politique de soutien aux familles. Mais quelle est son influence réelle sur la fécondité ? L'auteur étudie cette question à partir de la méthode des " expériences naturelles ", à savoir l'instauration en 1980 d'une part entière pour le troisième enfant et le plafonnement des effets du quotient familial en 1981. Les résultats suggèrent que l'impact de ces incitations fiscales est positif mais toujours extrêmement faible. Par ailleurs, les effets sont très lents à se diffuser (5 à 10 ans) et dissymétriques en fonction du rang de naissance et du revenu : la sensibilité aux incitations fiscales croît en fait avec le revenu.

EGALEMENT DANS CE NUMERO

MONDIALISATION

L'altermondialisation : essai d'évaluation

Commentaire

Henri Bourguinat

Depuis la fin des années 1990, le mouvement altermondialiste ne cesse de progresser. La contestation, même si elle rassemble des pays ou des groupes aux intérêts divergents, est désormais suffisamment structurée pour parvenir à faire échouer, comme à Cancun en septembre 2003, les grandes négociations commerciales

internationales. Au fil des ans, le mouvement a vu sa doctrine évoluer, la rhétorique antimondialisation des débuts a cédé la place à un discours en fin de compte porteur d'espoir : celui de l'altermondialisation. Pour l'auteur, si les dérives graves de la libéralisation du marché des biens et des capitaux dénoncées par les altermondialistes sont indéniables, les solutions qu'ils proposent pour les résoudre sont le plus souvent marquées du sceau de l'irréalisme. Il reste toutefois convaincu, à condition qu'il se transforme radicalement, de l'importance du rôle que peut jouer le mouvement altermondialiste dans la définition de nouveaux mécanismes de régulation de l'économie internationale.

SCIENCE ECONOMIQUE

L'univers professionnel des économistes

Kyklos

Tom Coupé

La profession d'économiste présente des caractéristiques qui lui sont propres. L'auteur montre en effet que s'agissant de la longueur des délais de publication, de la préférence marquée des évaluateurs des revues académiques pour leurs collègues les plus proches, de l'énumération systématique des co-auteurs dans l'ordre alphabétique, ou encore de la pratique de plus en plus fréquente de la signature de publications à plusieurs, les particularités ne manquent pas. Certaines statistiques concernant la profession d'économiste peuvent servir à l'étude de cette dernière mais aussi à tester des théories économiques portant sur le marché du travail académique ou sur l'influence de l'enseignement. Les différents travaux d'économistes qui ont pour objet d'étude les économistes eux-mêmes et leur comportement sont passés en revue.

ECONOMIE INTERNATIONALE

Les produits alimentaires peuvent-ils être des biens universels ?

Paysans

Marie-Anne Frison-Roche

Certains biens nécessaires à la vie devraient pouvoir échapper aux lois du marché et faire l'objet d'une régulation qui garantisse à tous leur accès. L'auteur propose un mécanisme collectif et automatique qui respecte le libre-échange et l'ordre concurrentiel mais qui comporte un dispositif de régulation. De plus, certains biens étant nécessaires à la vie, pourquoi ne pas classer les biens selon leur usage, ce qui permettrait d'en exclure quelques-uns du système marchand pour en faire des biens publics mondiaux accessibles gratuitement.

Année d'édition : 2005 48 pages, 21x27 cm
Réf. : 3303332028757 ISSN : 0032-9304